No. 28424

FRANCE
and
BULGARIA

Agreement on the status and modalities of operation of cultural centres. Signed at Paris on 14 Febrnary 1990

Authentic texts: French and Bulgarian.

Registered by France on 14 October 1991.

FRANCE
et
BULGARIE

Accord snr le statnt et les modalités de fonctionnement des centres culturels. Signé à Paris le 14 février 1990

Textes authentiques : français et bulgare.

Enregistré par la France le 14 octobre 1991.

ACCORD[1] ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE SUR LE STATUT ET LES MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DES CENTRES CULTURELS

Le Gouvernement de la République française et

le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie,

considérant l'Accord culturel entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie, signé à Paris le 15 octobre 1966[2],

considérant l'Accord de coopération scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie, signé à Paris le 15 octobre 1966[3]

considérant l'Acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe signé à Helsinki le 1er août 1975[4] et le document de clôture de la réunion de Vienne du 15 janvier 1989[5],

désireux de développer leur coopération dans les domaines de la culture, de l'enseignement, de la science et de favoriser une connaissance mutuelle de leurs valeurs humaines,

sont convenus de ce qui suit:

Article 1.

La République française crée un centre culturel français à Sofia.

La République populaire de Bulgarie crée un centre culturel bulgare à Paris.

[1] Entré en vigueur le 1er avril 1991, soit le premier jour du deuxième mois ayant suivi la date de réception de la dernière des notifications par lesquelles les Parties s'étaient informées de l'accomplissement des procédures requises, conformément à l'article 16.

[2] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1607, n° I-28127.

[3] *Ibid.*, n° I-28128.

[4] *Documents d'actualité internationale*, nos 34-35-36 (26 août-2 septembre 1975) p. 642 (La Documentation française).

[5] *Ibid.*, n° 4 (15 février 1989), p. 70 et n° 5 (1er mars 1989), p. 102 (La Documentation française).

Le centre culturel de la République française est dénommé "INSTITUT CULTUREL FRANÇAIS", le centre culturel de la République populaire de Bulgarie est denommé "CENTRE CULTUREL DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE".

Article 2.

Les centres culturels ont pour mission de faire connaitre directement au public du pays d'accueil la culture du pays d'envoi et de contribuer au développement des relations entre la France et la Bulgarie.

Article 3.

Les activités des centres culturels comprennent :

l'organisation de cours pour l'étude de la langue française et de la langue bulgare et de programmes de formation continue des professeurs de langue,

la publication et la diffusion, quel qu'en soit le support matériel, de programmes d'information, de catalogues et d'autres documents de caractère culturel, pédagogique scientifique et technique,

l'organisation de conférences, colloques et autres rencontres, spectacles, concerts et expositions,

la projection de films et de documents audiovisuels,

l'entretien d'une bibliothèque, d'une salle de lecture et d'une médiathèque,

le prêt de livres, journaux, revues, disques, cassettes, diapositives, films et autres documents de caractère culturel, pédagogique, scientifique et technique, quelqu'en soit le support matériel,

l'accueil, à l'occasion des manifestations organisées par les centres culturels, de chercheurs, créateurs et artistes du pays d'envoi,

Aprés accord, les deux parties peuvent participer à d'autres activités correspondant aux objectifs du présent accord ou les organiser.

Article 4.

En accord avec l'Etat d'accueil, les centres culturels peuvent organiser leurs activités à l'extérieur de leurs bâtiments.

Article 5.

Les parties garantissent le fonctionnement régulier des centres culturels et leur assurent les conditions de travail permettant une activité normale au sens des documents pertinents de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

Les parties garantissent l'accès sans entrave du public aux activités des centres culturels.

Les centres culturels peuvent faire usage de tous les moyens disponibles pour informer le public de leurs activités.

Article 6

Les centres culturels sont des organismes d'Etat placés sous l'autorité de l'ambassade de l'Etat d'envoi. Ils disposent de la capacité de passer, dans l'Etat d'accueil, les actes nécessaires à leur fonctionnement.

Article 7

Les centres culturels sont des institutions culturelles qui n'ont pas de but lucratif.

Sans préjudice des dispositions fiscales et douanières fixées aux articles 9 et 10 du présent accord, les centres culturels peuvent, en vue de leur fonctionnement régulier en tant que de besoin, percevoir les recettes suivantes :

droits d'entrée pour les manifestations qu'ils organisent et droits d'inscription à leurs enseignements et à leurs autres activites.

vente de catalogues, affiches, programmes, livres, disques, documents audiovisuels et matériels pédagogiques quel qu'en soit le support, et autres objets, en relation directe avec les manifestations qu'ils organisent.

La mise en oeuvre des dispositions du présent article est réglée, cas par cas, avec les autorités compétentes de l'Etat d'accueil.

Article 8

Les parties se prêtent, sur une base de réciprocité, une assistance mutuelle en ce qui concerne la construction, la location ou l'acquisition des bâtiments des centres culturels, ainsi que leur aménagement et leur fonctionnement.

Article 9

Le régime fiscal des centres culturels et de leur personnel est régle par la législation de l'Etat d'accueil, compte tenu de la convention franco-bulgare en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, du 14 mars 1987[1], et notamment des dispositions de l'article 21 relatives à la non-discrimination qui sont étendues aux centres pour tous impôts et taxes à l'exception des taxes dues en contrepartie de services rendus.

Ce régime fiscal est précise en tant que de besoin, par échange de lettres transmises par la voie diplomatique.

[1] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1517, n° I-26267

Article 10.

Les centres culturels bénéficient, sur une base de réciprocité, de l'exonération des droits et taxes dus au titre de l'importation des biens mobiliers et des matériels nécessaires à leur fonctionnement administratif normal.

Une importation en exonération de droits et taxes est accordée, sur une base de réciprocité, pour les catalogues, affiches, programmes, livres, disques, matériels pédagogiques, documents audiovisuels quel qu'en soit le support matériel, et autres objets visés à l'article 7 du présent accord, sous réserve que leur vente ne porte pas atteinte aux règles d'une distribution commerciale normale.

Une importation en exonération de droits et taxes est accordée, sur une base de réciprocité, pour les films destinés à être visionnés ou projetés dans les locaux des centres culturels dans le cadre des manifestations organisées par eux.

L'importation des objets destinés à la vente est subordonnée à l'application de la réglementation douanière et fiscale en vigueur dans l'Etat d'accueil.

Article 11.

Les centres culturels sont administrés par des directeurs, nommés par l'Etat d'envoi. Les directeurs représentent les centres culturels dans l'Etat d'accueil.

D'un commun accord entre les parties, le directeur et le directeur-adjoint peuvent être membres du personnel diplomatique des missions diplomatiques.

Chacune des parties nomme le personnel de son centre culturel. L'effectif de ces personnels est fixé d'un commun accord, par la voie diplomatique. Ce personnel peut être nommé parmi les ressortissants de l'Etat d'envoi ou ceux de l'Etat d'accueil.

Les parties s'informent mutuellement du recrutement du directeur, du directeur adjoint et des membres du personnel des centres culturels, quelle que soit leur nationalité. Elles s'informent également de leur fin de fonctions dans les centres culturels.

Article 12.

Les personnels des centres culturels, nationaux de l'Etat d'envoi et séjournant de façon temporaire dans l'Etat d'accueil, ainsi que leurs ayants droit à charge sont soumis au régime de sécurité sociale et à la législation du travail en vigueur dans l'Etat d'envoi.

Article 13.

Chaque partie permet aux membres du personnel du centre culturel de l'autre partie, d'importer en exonération des droits et taxes dans un délai d'un an à partir de leur prise de fonction leurs mobiliers et effets personnels, ainsi que leur véhicule automobile, en cours d'usage, et de les réexporter à l'issue de leur mission. Cette exonération ne vaut que pour la durée de leurs fonctions au centre culturel.

Les objets cités ci-dessus ne peuvent être prêtés, loués, mis en gage ou vendus par les membres du personnel de l'Etat d'envoi que dans le cadre des règles en vigueur dans l'Etat d'accueil.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux membres du personnel des centres culturels qui sont ressortissants de l'Etat d'accueil ou résidents permanents dans l'Etat d'accueil.

Article 14.

Chaque partie délivre, en temps utile et sur une base de réciprocité, aux membres du personnel du centre culturel de l'autre partie, ainsi qu'à leur conjoint et à leurs enfants à charge pendant la durée des fonctions de l'agent, les visas (visa d'entrée et visa de séjour à entrées multiples) et les titres de séjour dans l'Etat d'accueil. Ces visas et titres de séjour sont établis par le ministère des affaires étrangères de l'Etat d'accueil.

Article 15.

Les questions touchant à l'interprétation et à l'application du présent accord sont traitées par la voie diplomatique ou durant les réunions des commissions mixtes de coopération culturelle.

Article 16.

Chacune des parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui la concerne, pour l'entrée en vigueur du présent accord qui interviendra le premier jour du deuxième mois suivant le jour de la réception de la dernière notification

Le présent accord est conclu pour une durée de cinq ans et il est renouvelable par tacite reconduction par périodes de la même durée.

Il pourra être dénoncé après un délai de cinq ans à tout moment avec un préavis écrit d'un an.

Fait à Paris, le 14 février 1990, en deux exemplaires, en langue française et bulgare, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

[*Signé — Signed*][1]

Pour le Gouvernement
de la République populaire
de Bulgarie :

[*Signé — Signed*][2]

[1] Signé par Roland Dumas — Signed by Roland Dumas.
[2] Signé par Boiko Dimitrov — Signed by Boiko Dimitrov.

[BULGARIAN TEXT — TEXTE BULGARE]

СПОРАЗУМЕНИЕ МЕЖДУ ПРАВИТЕЛСТВОТО НА ФРЕНСКАТА РЕПУБЛИКА И ПРАВИТЕЛСТВОТО НА НАРОДНА РЕПУБЛИКА БЪЛГАРИЯ ЗА СТАТУТА И УСЛОВИЯТА НА РАБОТА НА КУЛТУРНИТЕ ЦЕНТРОВЕ

Правителството на Френската република и Правителството на Народна република България,

в съответствие със Спогодбата за културно сътрудничество между Правителството на Френската република и Правителството на Народна република България, подписана на 15 октомври 1966 г., в Париж,

в съответствие със Спогодбата за научно и техническо сътрудничество между Правителството на Френската република и Правителството на Народна република България, подписана на 15 октомври 1966 г., в Париж,

в духа на Заключителния акт от Съвещанието за сигурност и сътрудничество в Европа, подписан в Хелзинки на 1 август 1975 г., и на Заключителния документ от Съвещанието във Виена от 15 януари 1989 г.,

водени от желанието да развиват сътрудничеството си в областта на културата, образованието и науката, и в стремежа си да съдействуват за взаимно опознаване на техните човешки стойности,

се споразумяха за следното:

ЧЛЕН 1

Френската република създава свой културен център в София.

Народна република България създава свой културен център в Париж.

Културният център на Френската република носи названието "ФРЕНСКИ КУЛТУРЕН ИНСТИТУТ".

Културният център на Народна република България нови названието "КУЛТУРЕН ЦЕНТЪР НА НАРОДНА РЕПУБЛИКА БЪЛГАРИЯ".

ЧЛЕН 2

Задачата на културните центрове е да запознават пряко публиката на приемащата страна с културата на изпращащата страна и да допринасят за развитието на отношенията между Франция и България.

ЧЛЕН 3

Дейността на културните центрове се изразява в следното:

- организиране на курсове за изучаване на френски и български език и на програми за професионално усъвършенстване на преподавателите по съответния език,

- публикуването и разпространението на информационни програми, каталози и други материали с културно,педагогическо, научно и техническо съдържание, представяни с каквито и да е технически средства,

- организиране на конференции, колоквиуми и други срещи, спектакли, концерти и изложби,

- прожектиране на филми и аудиовизуални материали,

- поддържане на библиотека, читалня и медиатека,

- заемане на книги, вестници, списания, грамофонни плочи, касети, диапозитиви, филми и други материали с културно, педагогическо, научно и техническо съдържание, представяни с каквито и да е технически средства.

- приемане на научни работници, творчески и художествени дейци от изпращащата страна при организиране на прояви от центровете.

При постигане на съгласие, двете страни могат да участвуват и в други дейности, които отговарят на целите на настоящото споразумение, или да организират такива.

ЧЛЕН 4

Центровете могат да организират своята дейност и извън сградите си със съгласието на приемащата страна.

ЧЛЕН 5

Страните гарантират редовното функциониране на културните центрове, като им осигуряват условия на работа, позволяващи им да осъществяват нормална дейност съгласно съответните документи на Конференцията за сигурност и сътрудничество в Европа.

Страните гарантират безпрепятствен достъп на публиката до дейностите на културните центрове.

Културните центрове могат да използват всички налични средства, за да информират публиката за дейността си.

ЧЛЕН 6

Културните центрове са държавни органи и са подчинени на посолството на изпращащата страна. Те имат право да сключват в приемащата страна договори, необходими за функционирането им.

ЧЛЕН 7

Културните центрове са културни институции и не търсят доходи от своята дейност.

При спазване на данъчните и митнически разпоредби, посочени в чл.чл.9 и 10, и с оглед на редовното им функциониране, културните центрове могат, когато е необходимо, да получават следните доходи:

- входни такси за организираните от тях прояви и такси при записването в учебни курсове, както и при други дейности,

- продажба на каталози, афиши, програми, книги, грамофонни плочи, аудиовизуални и педагогически материали, представяни с каквито и да е технически средства, както и на други предмети, пряко свързани с организираните от тях прояви.

Прилагането на разпоредбите на този член се урежда с компетентните власти на приемащата страна за всеки случай поотделно.

ЧЛЕН 8

Страните си оказват взаимна подкрепа, на основата на реципрочност, при строителството, наемането или придобиването на сгради за културните центрове, както и при обзавеждането и функционирането им.

ЧЛЕН 9

Данъчното облагане на културните центрове и на техния персонал се урежда съгласно законодателството на приемащата страна и в съответствие със Спогодбата между Френската република и Народна република България за избягване на двойното данъчно облагане и предотвратяване на отклонението от облагане с данъци върху дохода от 14 март 1987 г. и по-специално разпоредбите на член 21 за недискриминиране, които се прилагат към центровете, що се отнася до всички данъци и такси, с изключение на таксите, получавани за извършваните услуги.

Това данъчно облагане се уточнява, ако е необходимо, с размяна на писма по дипломатически път.

ЧЛЕН 10

На основата на взаимност, културните центрове се освобождават от мита и такси при внасянето на движимо имущество и материали, необходими за нормалното им административно функциониране.

На реципрочна основа се освобождава от мито вносът на каталози, афиши, програми, книги, плочи, аудиовизуални материали и педагогически помагала, представяни с каквито и да е технически средства, както и други предмети, упоменати в член 7 на настоящото споразумение, при положение, че продажбата им не нарушава правилата на нормално търговско разпространение.

На основата на взаимност се освобождава от мита и такси вносът на филми, предназначени за прожекция в сградите на културните центрове в рамките на проявите, организирани от тях.

Вносът на предмети, предназначени за продажба, се подчинява на митническите и данъчни разпоредби в сила на приемащата страна.

ЧЛЕН 11

Културните центрове се ръководят от директори, назначавани от изпращащата страна. Директорите представляват културните центрове в приемащата страна.

По взаимно съгласие между страните, директорът и заместник-директорът могат да имат дипломатически ранг.

Всяка от страните назначава служителите на своя културен център. Техният брой се определя по взаимно съгласие и по дипломатически път. Тези служители могат да бъдат граждани на изпращащата или на приемащата страна.

Страните се уведомяват взаимно за назначаването на директора, заместник-директора и на служителите на културните центрове, независимо от тяхното гражданство. Те се уведомяват и за приключване на функциите им в културните центрове.

ЧЛЕН 12

Към служителите на културните центрове, граждани на изпращащата страна и временно пребиваващи в приемащата страна, както и към членовете на техните семейства, които са на тяхна издръжка, се прилагат разпоредбите за социална осигуровка и на трудовото законодателство в сила в изпращащата страна.

ЧЛЕН 13

Всяка страна разрешава на служителите на културния център на другата страна безмитен внос, в срок от една година след поемане на функциите, на мебелировка и лични вещи, както и на лек автомобил, който се използува в момента, и ще ги изнасят при приключване на тяхната мисия. Това освобождаване от такси и данъци е валидно само за времето, през което те заемат функции в съответния културен център.

Гореупоменатите предмети могат да бъдат заемани, давани под наем, залагани или продавани от членовете на персонала на изпращащата страна единствено в рамките на действуващите в приемащата страна правила.

Разпоредбите на този член не се прилагат спрямо онези членове на персонала на културните центрове, които са граждани на приемащата страна или са постоянно живущи в приемащата страна.

ЧЛЕН 14

Всяка страна издава своевременно и на основата на взаимност, визи(входна виза и многократна входно-изходна виза) и документ за пребиваване в приемащата страна на членовете на персонала на културния център на другата страна, съответно на съпруга(съпругата) и на децата, които са на тяхна издръжка по време на изпълняваните от тях функции. Тези визи и документи за пребиваване се издават от Министерството на външните работи на приемащата страна.

ЧЛЕН 15

Въпросите, свързани с тълкуването и прилагането на настоящото споразумение, се разглеждат по дипломатически път или на заседанията на Смесената комисия за културно сътрудничество.

ЧЛЕН 16

Всяка от страните нотифицира на другата извършването на формалностите, предвидени за всяка от страните на влизане в сила на настоящото споразумение.

То влиза в сила на първия ден от втория месец след датата на получаване на последната нотификация.

Настоящото споразумение се сключва за срок от пет години и се продължава с мълчаливо съгласие за периоди със същата продължителност.

То може да бъде денонсирано след срок от пет години по което и да е време с писмено предупреждение една година по-рано.

Изготвено в Париж на 14 февруари 1990 година в два екземпляра на френски и български език, като двата текста имат еднаква сила.

За Правителството
на Френската република:
[*Signed — Signé*][1]

За Правителството
на Народна ренублика България:
[*Signed — Signé*][2]

---

[1] Signed by Roland Dumas — Signé par Roland Dumas.
[2] Signed by Boiko Dimitrov — Signé par Boiko Dimitrov.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT[1] BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF BULGARIA ON THE STATUS AND MODALITIES OF OPERATION OF CULTURAL CENTRES

The Government of the French Republic and the Government of the People's Republic of Bulgaria,

Having regard to the Cultural Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the People's Republic of Bulgaria, signed at Paris on 15 October 1966,[2]

Having regard to the Agreement on scientific and technical cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the People's Republic of Bulgaria, signed at Paris on 15 October 1966,[3]

Having regard to the Final Act of the Conference on Security and Cooperation in Europe, signed at Helsinki on 1 August 1975,[4] and the Concluding Document of the Vienna Meeting of 15 January 1989,[5]

Desiring to develop their cooperation in the fields of culture, education and science, and endeavouring to promote a mutual knowledge of their human values,

Have agreed as follows:

Article 1

The French Republic shall establish a French cultural centre in Sofia.

The People's Republic of Bulgaria shall establish a Bulgarian cultural centre in Paris.

The cultural centre of the French Republic shall be known as the "French Cultural Institute" and the cultural centre of the People's Republic of Bulgaria shall be known as the "Cultural Centre of the People's Republic of Bulgaria".

Article 2

The task of the cultural centres shall be to acquaint the public of the receiving country directly with the culture of the sending country and to contribute to the development of relations between France and Bulgaria.

[1] Came into force on 1 April 1991, i.e., the first day of the second month following the date of receipt of the last of the notifications by which the Parties had informed each other of the completion of the required procedures, in accordance with article 16.

[2] United Nations, *Treaty Series*, vol. 1607, No. I-28127.

[3] *Ibid.*, No. I-28128.

[4] *International Legal Materials*, vol. 14 (1975), p. 1292 (American Society of International Law).

[5] *Ibid.*, vol. 28 (1989), p. 527 (American Society of International Law).

Article 3

The activities of the cultural centres shall include:

The organization of courses for the study of the French and Bulgarian languages and further training programmes for language teachers;

The publication and dissemination of information programmes, catalogues and other materials of a cultural, educational, scientific or technical nature, in whatever form they are produced;

The organization of conferences, seminars and other meetings, performances, concerts and exhibitions;

The presentation of films and audio-visual material;

The maintenance of a library, a reading-room and a media centre;

The lending of books, newspapers, magazines, gramophone records, cassettes, slides, films and other materials of a cultural, educational, scientific or technical nature, in whatever form they are produced;

The admission of scientific researchers, creative artists and entertainers from the sending country in connection with events organized by the cultural centres.

Upon agreement, the two Parties may also participate in or organize other activities that are consistent with the purposes of this Agreement.

Article 4

By agreement with the receiving State, the cultural centres may organize activities outside their buildings.

Article 5

The Parties shall guarantee the regular operation of the cultural centres and shall ensure that working conditions at the centres enable them to conduct normal activities in accordance with the relevant documents of the Conference on Security and Cooperation in Europe.

The Parties shall guarantee unimpeded public access to the activities of the cultural centres;

The cultural centres may use all available means to inform the public of their activities.

Article 6

The cultural centres shall be State bodies under the authority of the Embassy of the sending State. They shall be entitled to conclude, in the receiving State, any contracts or agreements necessary for their operations.

Article 7

The cultural centres shall be cultural institutions and shall seek no financial gain.

Without prejudice to the tax and customs arrangements specified in articles 9 and 10 of this Agreement, the cultural centres may, when necessary for their normal operation, derive revenue from the following sources:

Admission to events organized by the centres and fees for enrolment in courses, and charges for other activities.

Sales of catalogues, posters, programmes, books, gramophone records, audio-visual and educational materials in whatever form they are produced, and other items directly connected with events organized by them.

The implementation of the provisions of this article shall be organized on a case-by-case basis in consultation with competent authorities of the receiving State.

Article 8

The Parties shall provide each other with assistance, on a basis of reciprocity, in connection with the construction, renting or acquisition of buildings for the cultural centres, and in the fitting-out and operation of those buildings.

Article 9

The tax status of the cultural centres and their staff shall be governed by the laws of the receiving State, taking into account the Convention of 14 March 1987 between the French Republic and the People's Republic of Bulgaria for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income,[1] and in particular the provisions of article 21 concerning non-discrimination, which shall apply to the centres in respect of all taxes and charges with the exception of charges received for services rendered.

Such taxation status shall be clarified, where necessary, by an exchange of letters through the diplomatic channel.

Article 10

The cultural centres shall be exempt, on a basis of reciprocity, from duties and charges incurred for the importation of movable property and materials necessary for their normal administrative operation.

Exemption from duties and charges shall be granted, on a basis of reciprocity, for the importation of catalogues, posters, programmes, books, records and educational and audio-visual materials in whatever form they are produced, and other items specified in article 7 of this Agreement, provided that the sale thereof does not violate the regulations for normal commercial distribution.

Exemption from duties and charges shall be granted, on a basis of reciprocity, for the importation of films intended to be viewed or screened on the premises of the cultural centres in connection with events organized by them.

The importation of items intended for sale shall be subject to the customs and tax regulations in force in the receiving State.

Article 11

The cultural centres shall be administered by directors appointed by the sending State. The directors shall represent the cultural centres in the receiving State.

By mutual agreement between the Parties, the director and deputy director of each centre may be members of the diplomatic staff of the diplomatic missions.

[1] United Nations, *Treaty Series*, vol. 1517, No. I-26267.

Each Party shall appoint the staff of its cultural centre. The size of the staff shall be established by agreement through the diplomatic channel. The staff may be nationals of the sending State or the receiving State.

The Parties shall inform each other of the appointment of the director, the deputy director and the members of the staff of the cultural centres, whatever their nationality. They shall also inform each other of the cessation of their service with the cultural centres.

Article 12

Staff members of the cultural centres who are nationals of the sending State and temporarily residing in the receiving State, and their dependent family members, shall be subject to the social security system and labour legislation in force in the sending State.

Article 13

Each Party shall permit the staff of the cultural centre of the other Party to import free of duties and charges, within one year from the effective date of employment, their furniture and personal effects, as well as a personal motor vehicle in use at the time, and to re-export those items at the end of their service. This exemption shall be valid only for the period of their service in the cultural centre.

The above-mentioned items may be lent, rented out, deposited as security or sold by members of the staff of the sending State only in accordance with the rules in force in the receiving State.

The provisions of this article shall not apply to the staff members of the cultural centres who are nationals of the receiving State or are permanently residing there.

Article 14

Each Party shall issue, in good time and on a basis of reciprocity, visas (entry and multiple entry and exit visas) and residence permits valid for the receiving State to staff members of the cultural centre of the other Party, and their spouses and dependent children, for the period of their service at the cultural centre. Such visas and permits shall by issued by the Ministry of Foreign Affairs of the receiving State.

Article 15

Questions concerning the interpretation or application of this Agreement shall be dealt with through the diplomatic channel or at meetings of the Joint Commission on Cultural Cooperation.

Article 16

Each Party shall notify the other of the completion of the procedures required in its case for the entry into force of this Agreement.

It shall enter into force on the first day of the second month following the date of receipt of the last such notification.

This Agreement is concluded for a period of five years and may be renewed by tacit agreement for further terms of the same duration.

It may be denounced at the end of a five-year period subject to one year's notice in writing.

DONE at Paris on 14 February 1990 in two copies in the French and Bulgarian languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

ROLAND DUMAS

For the Government
of the People's Republic
of Bulgaria:

BOIKO DIMITROV